

*Initiatives ministérielles*

D'autre part, l'invasion du Koweït est venue perturber la stabilité économique et le bien-être physique et social de plusieurs pays à travers le monde. En effet, cette région du Moyen-Orient abrite plus de 40 p. 100 des réserves du pétrole du monde et les retombées désastreuses de la hausse du prix du pétrole se répercutent à travers des soubresauts à l'échelle nationale, que ce soit l'inflation, le chômage, le ralentissement de la croissance économique, sans compter tous les problèmes au niveau du commerce international. Et cette instabilité économique touche directement les pays du Tiers monde, de même que les pays de l'Europe de l'Est pour qui le prix du pétrole est un obstacle majeur au redressement de leur économie.

Le Canada est un pays pacifique, mais il est aussi un pays responsable dans la communauté mondiale. Nous avons exploré de façon exhaustive toutes les options diplomatiques et pacifiques, et ce, en insistant pour que toute initiative, quelle qu'elle soit, soit prise sous l'égide de l'ONU. Toutefois, le gouvernement de l'Irak garde son emprise sur le territoire et sur le peuple du Koweït. Il ne donne aucun signe de compromis.

L'heure de la vérité a sonné. Mais cette heure de vérité ne sonne pas seulement pour le gouvernement de l'Irak, elle sonne aussi pour l'ONU, pour l'ordre international et la promotion de la sécurité collective. C'est notre devoir de protéger les plus faibles des plus forts. Nous ne pouvons pas permettre à Saddam Hussein et à son gouvernement de profiter de son agression au Koweït. Tôt ou tard, il doit comprendre que la communauté internationale ne peut accepter de tels gestes de violence et d'agression territoriale.

La survie du Koweït est en question; l'avenir du Moyen-Orient est en question et l'avenir de l'ordre international et la crédibilité de l'ONU sont en jeu. Il faut que la communauté internationale puisse compter sur le Canada. Bref, madame la Présidente, il faut que le Canada soit là.

[Traduction]

**M. Jesse Flis (Parkdale—High Park):** Madame la Présidente, je félicite la vice-présidente du Comité permanent des affaires étrangères et du commerce extérieur. Je sais qu'elle connaît bien le sujet. Elle a terminé son intervention en nous posant à tous une question ouverte. Nous nous penchons sur l'avenir de l'ordre international et des Nations Unies.

J'aimerais lui demander si la crédibilité des Nations Unies et leur capacité à résoudre des problèmes semblables à l'avenir ne seraient pas renforcées si ce différend se réglait sans intervention militaire. Si la crise doit se régler par la force, ne compromet-on pas le futur ordre mondial et l'efficacité future des Nations Unies?

[Français]

**Mme Marie Gibeau (Bourassa):** Madame la Présidente, je voudrais remercier mon honorable collègue du Comité permanent des affaires extérieures pour sa question.

Il va de soi que l'objectif des Nations Unies est de faire en sorte que les pays soient protégés dans leur intégrité, aussi bien territoriale que sociale, et que tous les moyens qui ont été promus et proposés par les Nations Unies visaient à permettre à l'envahisseur de se retirer de façon autonome et volontaire d'un pays qu'il avait agressé de façon tout à fait gratuite.

Alors, il va de soi et c'est encore le cas, ces résolutions sont encore les mêmes, elles sont en vigueur jusqu'à minuit ce soir. Il nous reste encore quatre heures et il n'est pas encore impossible que le miracle qui avait permis à Saddam Hussein de relâcher les otages se concrétise et se reproduise et qu'il ait une vision quelconque lui permettant d'amorcer un retrait des troupes.

L'ONU est une institution qui, en 45 ans, a mené diverses tentatives pour permettre ce que nous vivons présentement, c'est-à-dire une collaboration sans précédent, une espèce de front commun sans précédent d'une majorité impressionnante des pays membres pour se positionner dans une question d'agression.

Je suis tout à fait d'accord avec vous que la solution pacifique est de loin la meilleure. C'est gagnant-gagnant pour tout le monde, sauf que dans la question qui nous préoccupe, on n'a pas le choix entre une question de paix ou de guerre. Il est question malheureusement d'un envahissement, du pillage, du viol, du vol d'un peuple qui est souverain et qui a un gouvernement légitime, lequel est d'ailleurs membre des Nations Unies. Dans cette situation-ci, les Nations Unies, dont le Canada est membre, ne peuvent pas se permettre de se briser ou de se disloquer à ce moment-ci.

[Traduction]

**M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor):** Madame la Présidente, je m'adresse à la députée qui a tenté dans son discours de parler des préoccupations concrètes et quotidiennes de ses électeurs de Bourassa.